

Nationalisme médiéval et moderne en Europe centrale et de l'Est

Représentations identitaires roumaines et russes

FLORIAN DUMITRU
SOPORAN
LIANA LĂPĂDATU

*Le moment de cristallisation
du discours identitaire
roumain moderne coïncide
avec les manifestations
similaires documentées
dans l'espace russe.*

Florian Dumitru Soporan

Chercheur au Centre d'Études Transylvaines de l'Académie roumaine.

Liana Lăpădatu

Chercheur et traductrice au Centre d'Études Transylvaines de l'Académie roumaine.

LES ÉVÉNEMENTS révolutionnaires de l'an 1848 sont généralement considérés par l'écrit historique comme un tournant dans l'histoire de la plupart des nations européennes, comme un printemps des peuples, comme une impulsion majeure donnée au processus de modernisation dans la sphère des rapports social-économique et des paradigmes spirituels. Au niveau des relations entre le pouvoir et la société, l'idéologie révolutionnaire se définit par un discours qui met en cause à la fois les fondements des gouvernements légitimistes – expression de la Restauration tentée par la Sainte Alliance – et l'ordre social qui en assure la validité. Celui-ci est contesté au nom des principes libéraux et démocratiques véhiculés par la Révolution française, qui proclame la souveraineté du peuple, la responsabilité gouvernementale, l'abolition des privilèges féodaux etc.¹ Des idées et des propositions des plus variées sont formulées aussi bien par les participants modérés, qui sont disposés à des négociations avec le pouvoir

et insistent sur le caractère organique des réformes, comme autant de prémisses de la préservation de l'ordre social, que par les adeptes des courants radicaux, émanés des principes jacobins et des théories sociales utopiques, qui proclament l'anéantissement de l'ordre de l'ancienne société à travers des actions violentes et l'implication des masses, sous la conduite d'une élite révolutionnaire professionnelle. Le débat aboutit à des différences irréconciliables entre ces factions, qui déterminent en dernière instance la réconciliation entre les modérés des deux camps et la restauration totale ou partielle de l'ordre officiel. Sur le plan économique, les exigences du développement industriel et les nouvelles relations de production et d'échange imposent l'élaboration de nouvelles politiques publiques et l'abandon des restrictions douanières et des monopoles féodaux. Les représentants des intérêts du capital financier et industriel, soutenus par des aristocrates aux idées libérales, réclament la modernisation des relations agraires par la redistribution de la propriété foncière. D'autre part, la révolution signifie l'entrée en scène d'un nouvel acteur politique, la nation moderne, grâce à la politisation du principe de nationalité, processus qui se poursuivra jusqu'au moment où il sera assimilé dans le cadre de la jurisprudence, à l'issue de Première Guerre mondiale.² La nation, qui occupe une place décisive dans le discours public et dans la réflexion des hommes de culture, fait la translation de la solidarité ethnique de ceux qui habitent sur un même territoire, parlent la même langue et partagent la même croyance religieuse³, à une entité collective qui affirment ses droits politiques et civils. La différence essentielle entre les nations médiévale et moderne consiste dans la capacité supérieure de la dernière de faire intégrer les membres d'une communauté ethnique, au-delà de l'exclusivisme social, et de mobiliser ses membres au service des objectifs assumés en tant que partie du destin national.⁴

Les régimes politiques restaurés à l'issue du Congrès de Vienne deviennent conscients des nouvelles sensibilités du mental collectif et cherchent à s'en servir à leur propre avantage, en fonction de leur compatibilité avec l'agenda politique des gouvernants conservateurs. C'est un aspect qu'on peut remarquer aussi au sujet de l'exaltation du patriotisme français et de la tradition napoléonienne par la Monarchie de juillet, ou bien de la conduite de la Prusse au temps de la crise internationale de 1840, lorsque sa position anti-française détermine la solidarité générale de la nation allemande. Cette option a des conséquences décisives sur l'évolution historique de l'Europe centrale et de l'Est, où l'héritage politique médiéval et les circonstances du développement pré-moderne ont préservé la formule de l'État multinational et pluriconfessionnel ; or, l'unité de cet État est assuré par les droits patrimoniaux du souverain commun, qui gouverne grâce à la loyauté des catégories privilégiées locales et du système représentatif.⁵ La structure édifiée par Ferdinand I^{er} de Habsbourg (1521-1564) représente, du point

de vue des fondements constitutionnels, une extension du principe de la Sainte Couronne, en vertu duquel elle a gouverné pendant le Moyen Âge sur les États annexés. Le régime personnifié par le chancelier Metternich fait preuve de beaucoup de prudence quant à ces attitudes, qui, sur le long terme, sont de nature à mettre en cause sa fonctionnalité.⁶ La tentative de restaurer l'unité germanique autour du loyalisme envers la dynastie impériale est regardée avec méfiance par les officialités viennoises – position qui rappelle l'abandon de la révolte patriotique des Tyroliens dirigés par Andreas Hofer durant les guerres napoléoniennes. La dualité du pouvoir dans la Monarchie des Habsbourg, que certains auteurs (dont Jean Bérenger) tiennent pour une caractéristique de l'histoire de la région, est contestée, d'une part, par les représentants des communautés entrées dans la composition de l'ensemble gouverné par la Maison d'Autriche, en vertu de la succession dynastique confirmée par la décision des états, et, d'autre part, par les peuples dépourvus de droits politiques et légaux, qui se trouvent en plein processus d'élaboration du discours identitaire dans l'esprit romantique. Ce creuset de passions, intérêts communautaires et pragmatisme politique occasionne des actes de solidarité de chaque nation, à la fois sur l'horizontale et la verticale, autour de projets étatiques et modernisateurs, qui seront soumis au débat public au cours de plusieurs décennies. Le caractère offensif du nationalisme quarante-huitarde et l'osmose insolite entre le discours patriotique et la cause sociale engendrent un antagonisme objectif entre les forces révolutionnaires de la région. La concurrence, qui constitue le corollaire des relations capitalistes en formation, agissant comme un vecteur de la modernisation, se manifeste aussi sur le plan des rapports entre les nations, générant un cadre politique et idéologique volatil, propice aux escalades de la violence. Ces phénomènes anticipent un état conflictuel qui va servir de détonateur pour les deux conflagrations mondiales du XX^e siècle, même si les appels et les tentatives concrètes de forger des mécanismes de collaboration entre les nations opprimées ne manquent pas pendant la révolution.

La concurrence et les affrontements nationaux ne s'arrêtent pas aux frontières de la Monarchie danubienne, et ils jouissent d'une attention particulière de la part de l'historiographie. La problématique des relations inter-ethniques en Europe centrale impose des prises de position de la part des facteurs du pouvoir de proximité et activent les mécanismes de préservation de l'équilibre européen.⁷ Si dans les pays tchèques, les hostilités traditionnelles entre Thèques et Germaniques continuent dans la rue et dans l'atmosphère des débats parlementaires, les Germaniques sont tout aussi divisés au sujet de la formule politique idéale pour la réunification de leur pays, oscillant entre la *Gross Deutschland* et la *Kleine Deutschland*.⁸ En Transylvanie, l'aspect le plus étudié concerne les contradictions entre les Roumains et les Hongrois et les effets graves qu'elles

ont sur les deux communautés engagées dans la lutte pour liberté et progrès. Un autre différend, moins dramatique, éclaté à la même période est celui entre Roumains et Russes. L'intervention militaire russe dans les Principautés roumaines et ensuite en Transylvanie génère des prises de positions hostiles de la part des révolutionnaires roumains et la tentative de structurer des projets politiques de nature à connecter les intérêts roumains à ceux germaniques. Les explications de ce changement radical intervenu dans les rapports roumano-russes sont à chercher dans les objectifs inscrits sur l'agenda des élites des deux communautés, dans la différence entre les options de l'autocratie tsariste et les idéaux de liberté et d'affirmation nationale assumés par les révolutionnaires roumains. Les approches politiques ne sont pas sans importance, mais la dynamique de la révolution illustre aussi des différences plus profondes, détectables au niveau du discours identitaire moderne, qui est structuré dans des paradigmes différents et des aspects presque antinomiques. Elles anticipent en quelque sorte la démarche politique et de propagande des Roumains en vue de l'union de la Moldavie avec la Valachie, de même que la conduite politique du jeune État roumain moderne, immédiatement après la reconnaissance de l'indépendance.

La Révolution et l'Empire, avec leurs aspirations universalistes, provoquent une réévaluation du particularisme national⁹, renonçant implicitement aux concepts des Lumières sur l'unité de l'humanité et l'essence de la civilisation. Les nouvelles idées trouvent leur expression dans les écrits de Fichte, les approches de l'émigration conservatrice française et surtout l'émergence du romantisme. Sous aspect philosophique et historique, ce courant est dominé par la personnalité de Johann Gottfried von Herder, le premier à souligner le rôle définitoire de la nation en histoire. L'essence de ses opinions est présentée dans l'ouvrage *Idées sur la philosophie de l'histoire de l'humanité*. Le cosmopolitisme des Lumières y est rejeté en faveur du particularisme national. L'agent du développement historique est la collectivité nationale, conçue comme une unité organique. Ce corps est dirigé par la force créatrice intérieure, le soit-disant *Völkgeist*. Par conséquent, la langue, la littérature, l'art, les sciences et le droit doivent être étudiés comme des expressions de l'esprit national. Celui qui a adapté les thèses herderiennes à la science historique est Léopold von Ranke, le théoricien de l'historisme allemand. Voulant écrire une histoire complète, basée sur la présentation des faits « tels qu'ils ont été »¹⁰, il conçoit la nation comme la principale force du mouvement historique. Sa conception historique est fondée sur l'idée du destin particulier que chaque nation assume et qui en trace la mission. Ranke se propose de reconstituer le passé de l'humanité romaine et germanique, à partir des coordonnées qui définissent la personnalité de chaque nation. Il valorise ainsi l'expérience de l'école géographique et historique de connaissance des États, la *Staatenkunde*, active au XVIII^e siècle, de même que les contributions des his-

toriens du droit. Parmi ces derniers, il faut surtout mentionner Friedrich Karl von Savigny, qui considère les institutions juridiques comme des éléments de la vie nationale. L'historiographie française contribue au débat sur la nation avec la perspective sur le Moyen Âge proposée par Jules Michelet. En dépit de quelques modifications intervenues dans les évaluations de l'auteur, en accord avec les sensibilités idéologiques contemporaines, *l'Histoire de la France* que Michelet dédie au Moyen Âge offre une vision cohérente de la nation française. Celle-ci est vue comme une synthèse franco-romaine bâtie sur un substrat celtique, sans nulle implication raciale. L'apogée de la nation française médiévale est placée au XIV^e siècle, moment où voient le jour ses institutions définitives : les états généraux et la justice royale. Le Moyen Âge est gouverné par des pouvoirs créateurs, l'État et l'Église, qui dirigent la formation de la nation unitaire, annulant les particularismes régionaux. Chez Michelet, la nation a une dimension démocratique, elle signifie la totalité des Français, les antécédents médiévaux constituant les prémisses des évolutions contemporaines.

Les nouvelles idées sont assumées avec enthousiasme par les intellectuels d'Europe centrale et orientale, dont les écrits deviennent, à leur tour, des éléments du patrimoine identitaire, soumis au débat historiographique et générant à la fois vénération et contestation. František Palacký écrit une histoire des pays tchèques, plaidant pour le caractère distinct de sa nation dans l'ensemble politique dominé par les Germaniques. Nikolai Karamzine se penche sur le Moyen Âge russe, où il espère trouver les données du mandat testamentaire que la nation médiévale russe a légué à ses descendants. Cette optique aura des échos dans l'historiographie roumaine, étant exprimée de manière pragmatique dans le discours prononcé par Mihail Kogălniceanu lors de l'ouverture du cours d'histoire à l'Académie Mihăileană de Iași, et pouvant être saisie aussi dans l'œuvre de Nicolae Bălcescu. Les historiens hongrois évoquent le passé pré-habsbourgeois de la Hongrie comme un argument de l'autonomie politique de leur pays, alors que les Moyens Âges croate et serbe servent de paradigmes aux contemporains.¹¹ Les mérites de l'historiographie romantique dans l'étude de la nation sont remarquables aussi sous l'aspect des méthodes appliquées. Des sources écrites sans nulle intention historique, le folklore et l'étude de la philologie sont jugés dignes de l'investigation historique, en tant qu'expressions du génie national. Un trait constant de l'historiographie de l'époque est l'importance de la confession dans la formation de la nation. Si Michelet tient pour décisif le fait que les Francs aient reçu le christianisme directement de Rome, dans la vision de Ranke, l'affirmation de la nation germanique est déterminée par le succès de la Réforme protestante. Les auteurs hongrois et polonais approfondissent la thèse de la mission de leurs propres nations en tant que défenseurs de la civilisation occidentale face aux invasions étrangères – idée présente aussi dans l'écrit historique roumain.

Le nationalisme russe est identifié à la résistance orthodoxe devant les tentatives de l'incorporer dans les entités du monde des steppes ou du prosélytisme catholique.

LE PASSÉ des nations central- et est-européennes bénéficie, sous l'aspect de l'intérêt scientifique, des directions interprétatives inspirées par les paradigmes herderiens. Les Roumains, les peuples slaves et les Hongrois, en tant que présences livresques, connaissent une remarquable modification de perspective, depuis le traitement condescendant et les notations exotiques que leur réservent la littérature de voyages et les représentants des Lumières du XVIII^e siècle¹², aux dépositaires d'une spécificité nationale moins altérée par les effets de la civilisation. Les nations situées dans la proximité méridionale et orientale du monde germanique connaissent un processus similaire de renaissance nationale, où la dynamique des phénomènes culturels coïncide avec l'effort de récupération du retard enregistré dans le processus de modernisation économique et institutionnelle. Ce syncrétisme des préoccupations détermine l'implication plus profonde des milieux culturels dans la vie de la communauté, générant des politiques publiques et créant un cadre institutionnel de nature à assurer la diffusion des nouvelles idées et connaissances au niveau des couches larges de la société. Ce fait est plus évident dans le cas des nations dépourvues d'un statut politique et juridique bien défini, pour lesquelles les premières décennies du XIX^e siècle représentent un temps de la genèse des institutions représentatives de toute la nation. Si les Roumains des principautés d'outre-monts sont engagés dans le processus simultané de modernisation et d'affirmation de leur propre identité dès la seconde moitié du XVIII^e siècle – période des tentatives réformistes phanariotes –, en Transylvanie les innovations commencent avec la période joséphine.¹³ Au-delà de leur caractère incohérent et épisodique et en dépit de l'opposition de la société légal de la Grande Principauté de Transylvanie, qui continue à s'identifier au statu quo du Diplôme léopoldin de 1691, les initiatives du pouvoir dynamisent les évolutions sociales aux frontières orientales de la Monarchie. Des politiques telles que l'intérêt porté à l'éducation ou la nouvelle vision économique mercantiliste, orientée vers la stimulation de la production manufacturière, favorisent l'affirmation d'une élite roumaine locale. Bien que modeste du point de vue numérique, cette couche sociale a la capacité de valoriser les brèches ouvert dans la relation entre l'État et les couches privilégiées, les Roumains étant considérés par les ordres transylvains comme les partisans de la politique réformatrice de l'État. L'intellectualité roumaine se caractérise par la perpétuation d'un certain syncrétisme des idées assimilées, les tendances de l'*Aufklärung* tardif coexistant avec des manifestations du romantisme.¹⁴ Le caractère moins radical des mutations est favorisé par la stabilité du cadre ins-

titutionnel, les forums éducationnels placés sous l'égide des deux évêchés des Roumains et les formes d'associationnisme inspirées par les pratiques du siècle antérieur. Les auteurs quarante-huitards continuent à faire leurs études dans les universités allemandes, qui perpétuent la tradition de l'école historique et géographique de Gotha et Göttingen, la *Staatenkunde*.¹⁵ Les accumulations au niveau formatif et institutionnel assurent une base solide au développement des institutions d'enseignement supérieur dans l'ambiance des résidences épiscopales de Blaj et Sibiu, devenues de véritables incubateurs pour les initiatives publiques visant la nation dans son intégrité. L'intellectualité roumaine unie et celle orthodoxe continuent à approfondir les thèmes fréquentés par les auteurs de l'École Transylvanie : l'origine romaine des Roumains, l'ancienneté et la continuité de l'habitation sur le territoire de la Dacie romaine, la latinité de la langue roumaine et le rôle des Roumains dans la défense de la civilisation européenne.¹⁶ Ce sont les fondements du discours identitaire moderne des Roumains, servi par les auteurs affirmés dans l'ambiance de Blaj, avec l'instrumentaire de l'érudition collective du siècle des Lumières, et par la valorisation de la contribution de Dimitrie Cantemir, familière plutôt à l'opinion publique instruite européenne qu'à celle de ses co-nationaux.¹⁷ La descendance illustre des Roumains, le fait d'être les premiers habitants en Transylvanie ainsi que leurs mérites historiques constituent autant de prémisses qui autorisent le droit de la nation roumaine à un statut égal avec celui des autres communautés ethniques de la Grande Principauté de Transylvanie. Un discours justificatif structuré dans l'ambiance de quelques écoles, tels que le Collège de Blaj ou l'École normale d'Arad, cherche à détecter les éléments spécifiques de l'identité des Roumains en relation avec les nations voisines, soulignant la supériorité intellectuelle et morale des premiers.¹⁸ Les contestataires du point de vue roumain appartiennent à des structures sociales équivalentes : fonctionnaires de l'État ou représentants de l'écrit historique hongrois ou slave.

L'intérêt public et privé pour l'éducation permet la diffusion de ce discours, sous différentes formes, à tous les niveaux de la société roumaine, ce qui assure sa mobilisation à l'appui d'intérêts jugés nationaux. La matérialisation de ces projets devient possible par la continuation de la tradition pétitionnaire du *Supplex*¹⁹, visant soit des objectifs généraux de la nation roumaine transylvaine, soit la satisfaction de requêtes d'ordre confessionnel et local. Un pareil objectif est la lutte pour la nomination d'un hiérarque roumain dans le siège de l'évêché orthodoxe de Sibiu – réalisée finalement en 1809, par l'élection de Vasile Moga.²⁰ Dans la dispute qui précède ce succès de la nation roumaine de Transylvanie, l'adversaire en est la métropole serbe de Karlowitz, impliquée, à son tour, dans le revirement de la nation serbe et la valorisation du statut conféré par les privilèges illyriens. Sibiu deviendra, à côté de Blaj, l'un des centres directeurs du

mouvement national des Roumains, même si le statut de résidences épiscopales imprime à la conduite adoptée une modération contestée par la jeune génération révolutionnaire, mais nécessaire dans les conditions de l'alliance entre le trône et l'autel qui caractérise le régime Metternich. L'engagement social et politique promu par les institutions roumaines traditionnelles incorpore un loyalisme dynastique prononcé, issu non seulement de raisons d'opportunité mais aussi de la croyance ferme que la solidarité avec les actions du pouvoir central est la seule capable de contrecarrer l'opposition des états conservateurs de Transylvanie. La croyance que l'empereur souhaiterait l'amélioration de la situation des Roumains mais qu'il serait désinformé par les bureaucrates hongrois et germaniques, connaît une extraordinaire diffusion par l'intermédiaire de l'École et de l'Église, générant dans le mental collectif le mythe du bon empereur.²¹ Outre le nationalisme légaliste, tout aussi engagé au service de la communauté et propagé par les milieux cléricaux, les approches de la question nationale se diversifient, grâce aux contributions des jeunes professeurs de Blaj, Sibiu, Braşov et Arad, qui contestent l'autorité et les procédés de la hiérarchie ecclésiastique, culminant par des conflits irréductibles avec les hauts prélats. Tel est le cas de la protestation de l'évêque Lemeni ou des polémiques de presse centrées sur la conduite du nouvel évêque orthodoxe Andrei Şaguna.²² Les jeunes Transylvains présents en Valachie et en Moldavie manifestent sur des positions similaires, d'orientation radicale ; connectés au flux des idées libérales européennes, ils sont disposés à soumettre au débat la question de l'intérêt de la nation roumaine dans son ensemble, par une relation directe entre sa légitimité historique et son statut politique.

Le pouvoir d'État doit aussi faire face à des manifestations civiques du sentiment national, dans les conditions des guerres napoléoniennes et de la diffusion des idées de la Révolution française. Elles éclatent surtout dans les zones rattachées à la frontière militaire, où les recrutements et les déplacements des troupes sur les théâtres des opérations occidentaux provoquent des réactions de résistance ainsi que des plaintes liées à l'amélioration de la situation économique des gardes-frontières.²³ C'est dans cette atmosphère qu'apparaissent des propositions de formation d'un corps de volontaires roumains destiné à la défense de l'État – ce qui implique la reconnaissance de la nation roumaine comme une entité égale avec les autres nations de la principauté. Cette ambivalence aura un rôle important au cours des événements révolutionnaires et contribuera à la consolidation des élites sociales roumaines. Même si la plupart des requêtes formulées par les Roumains sont refusées par les autorités impériales, celles-ci encouragent l'engagement des énergies nationales dans des domaines considérés comme moins politiques, tels que l'enseignement de masse, le service divin, l'activité économique. L'attitude officielle envers les Roumains s'inscrit dans le jeu politique qui fait la force de la fragile Monarchie habsbourgeoise : il s'agit de la quête d'un

équilibre de forces entre les communautés ethniques, de nature à décourager le potentiel insurgent de chacune et à maximiser les bénéfices d'un partenariat raisonnable avec le pouvoir. Les initiatives nationales roumaines bénéficient du soutien de la communauté des Roumains de Hongrie, impliquée dans le commerce danubien et capable de mobiliser des ressources considérables en faveur de projets de mécénat culturel. Les salons culturels patronnés par des marchands macédo-roumains jouent un rôle important dans l'affirmation d'un programme roumain d'intentions. Le capital commercial et bancaire de cette communauté dynamique assure la base matérielle et la capacité d'influence nécessaires à l'effort de propagation des idées unionistes. Elle devient plus importante sur les plans économique et politique durant le XIX^e siècle, suite à la libéralisation des échanges sur le Bas Danube et la mer Noire et à la réévaluation des intérêts de Vienne dans l'espace roumain et les Balkans. Dans ces circonstances, les compétences et la capacité des entrepreneurs roumains macédoines et leur position d'intermédiaires objectifs sur une axe économique vitale pour l'Europe centrale constituent des atouts que ces derniers mettent au service de l'agenda national.

Pendant les décennies quarante-huitardes, l'affirmation de la nation roumaine doit faire face en Transylvanie non seulement à l'ancienne adversité des privilégiés locaux et aux réticences des bureaucrates autrichiens, mais aussi à la concurrence des projets des nations qui ont un statut similaire. Dans le Banat, il s'agit de la rivalité roumano-serbe pour le contrôle des vicariats épiscopaux, l'un des objectifs des Roumains orthodoxes étant le renoncement à la liturgie en slavon. Un élément significatif de la propagande nationale roumaine vise des aspects sociaux, la reconnaissance de la nation roumaine étant conçue dans le contexte plus large des réformes sociales, principalement du régime agraire.²⁴

Le moment de cristallisation du discours identitaire roumain moderne coïncide avec les manifestations similaires documentées dans l'espace russe. Les différences essentielles entre les deux phénomènes similaires comme typologie sont principalement données par l'existence d'un corollaire politique, de nature à donner à la perspective identitaire russe un caractère plus offensif et plus systématique. L'unification de l'État russe médiéval est un processus associé à l'élaboration d'une légitimité nationale, fondée sur l'unicité de la nation russe et surtout sur la différenciation génératrice de suspicion par rapport aux proximités occidentale et islamique. Le facteur confessionnel est, dans ce cas aussi, extrêmement actif, l'ecclésiologie russe alimentant d'ailleurs le nationalisme russe médiéval.²⁵ L'implication du pouvoir est toutefois beaucoup plus active dans l'élaboration d'une véritable liturgie politique et nationale moderne et la diffusion de celle-ci au niveau des masses. Le réformisme du tsar Pierre modernise les institutions de l'État et ouvre la Russie aux innovations économiques et militaires occidentales, il crée les prémisses d'un dialogue culturel avec l'Occident des Lumières, sans

pouvoir déstructurer la croyance ferme des Russes en leur propre supériorité, et d'autant moins la méfiance à l'égard des étrangers. Si le déclenchement de la Révolution française signifie l'abandon des initiatives réformistes pendant les dernières années de Catherine II (1762-1796), les guerres napoléoniennes et surtout l'invasion de 1812 marquent le renoncement aux tendances libérales du début du règne du tsar Alexandre I^{er} (1801-1825), qui n'ont pas d'ailleurs de conséquences notables.²⁶ L'élite russe perçoit le libéralisme européen comme une menace de la stabilité traditionnelle de la société russe, alors que les masses identifient les influences étrangères à l'invasion militaires et à des difficultés économiques. Le résultat en est la solidarité de la nation russe face à l'occidentalisation et son ralliement autour du tsar, souverain de droit divin, le seul à pouvoir défendre la tradition russe contre la contamination avec les influences décadentes et à assurer la paix du peuple. Cette solidarité fait la force du conservatisme russe et permet la survivance de sa projection identitaire au-delà des changements du régime politique.²⁷ L'image d'une Russie qui triomphe de ses ennemis, par la mobilisation de ses propres forces sous la commande du tsar élu par Dieu, est la clef de voûte du discours historique formulé par Nikolai Karamzine, auteur très prisé également dans la période soviétique.

Après la victoire sur la France et du Congrès de Vienne, le discours officiel russe accrédite l'image de la Russie comme libératrice des peuples européens du joug napoléonien – image diffusée aussi par certains adeptes du libéralisme européen. La manière dont le public russe a assimilé les paradigmes romantiques assure l'osmose entre le nationalisme russe traditionnel, les réflexions conservatrices assumées par les filières germanique et anglaise et la réticence des élites devant la radicalisation des noyaux conspirateurs et maçonniques. Sa conduite dans les relations internationales est circonscrite à la même politique de protection de l'ordre divin et des droits des souverains face à la subversion libérale et socialiste. Les paradigmes culturels occidentaux, qui ont d'ailleurs présidé à la formation des structures politiques et de l'intelligence russe, seront mis en cause par une culture nationale russe, soutenue par les cercles impériaux, avec des réalisations exceptionnelles sur les plans scientifique, littéraire et artistique. Le discours identitaire cherchera dans cette expression du génie national les ressources d'une renaissance morale de l'Europe, dont les fondements éthiques avaient été altérés par la répudiation de la tradition chrétienne et monarchique, suite à la Révolution française, et par la subversion libérale et socialiste.²⁸ C'est ainsi qu'apparaît le mythe de la Russie comme salvatrice de la pureté morale de l'humanité, en antithèse avec un progrès qui apporte de nombreuses provocations à un monde en changement – thème aisément décelable au niveau de l'écrit historique et de la littérature. Le régime de Nikolai I^{er} signifie la matérialisation de ces principes par des actions répressives en Pologne, mais surtout leur implémentation au ni-

veau de l'instruction publique. Le programme éducationnel élaboré par le comte Serge Ouvarov est fondé sur les idées-force du nationalisme russe moderne : *pravoslavie, samoderjavie, narodnost*.²⁹ Ce paradigme établit une relation directe entre le souverain et le peuple, au-delà des institutions représentatives, relation fondée sur les valeurs confessionnelles. L'adhérence de la plupart de la société à l'idée nationale prive les minorités réformistes et les adeptes de l'occidentalisation de la Russie du soutien du grand public³⁰, dans les conditions où l'empire remporte des succès remarquables à l'extérieur, où les victoires sur les Turcs ouvrent la mer Noire au commerce international et délivrent les co-religionnaires orthodoxes de Grèce et de Serbie. La 3^e et la 4^e décennie du XIX^e siècle coïncident avec la reprise de l'expansion territoriale dans le Caucase et en Asie centrale. Sa position de protectrice de l'orthodoxie garantit à la Russie la primauté dans les relations avec les nations du Sud-Est de l'Europe, qui commence à se matérialiser par des annexions territoriales effectives, comme dans le cas de la Moldavie située entre le Prout et le Dniestr, ou bien dans le patronage politique exercé sur les monarchies du sud des Balkans. Les élites russes conservatrices, instruites dans les grandes universités occidentales, ont en vue un programme de modernisation plus adapté au modèle sociétal russe, qui encourage aussi les programmes de développement des nations dont les objectifs entrecroisent les intérêts de l'empire des tsars. L'objectif prioritaire de la modernisation est cependant le refus des paradigmes occidentaux et une meilleure capacité de résister aux innovations politiques qu'ils proposent, ce qui, pour les petites nations de proximité, signifie l'incorporation dans l'ensemble politique gouverné par Saint-Pétersbourg. L'idée-force de la propagande russe à l'extérieur est la solidarité slave et orthodoxe, opposée aussi bien à la barbarie ottomane qu'aux influences occidentales visant la dénationalisation.

Le déclenchement de la révolution de 1848 trouve les Roumains et les Russes entraînés dans le processus d'élaboration du discours identitaire moderne, mais l'antagonisme objectif entre les valeurs qui en assurent les fondements les obligent en dernière instance à assumer des options politiques de sens contraire. □

Notes

1. Pour une analyse plus détaillée sur les événements de 1848-1849, voir Dan Berindei, *Revoluția Română din 1848-1849. Considerații și reflexii*, Cluj-Napoca, 1997.
2. Pour plus de détails, voir Nicolae Boșcan, Ioan Lumperdean et Ioan-Aurel Pop, *Ethnic et confession en Transylvanie (du XIII-e au XIX-e siècles)*, Cluj-Napoca, 1996, p. 138-140.
3. Pour plus de détails sur la projection culturelle des nations médiévales, voir Florian Dumitru Soporan et Liana Lăpădatu, « Les origines des nations central-est-europé-

- ennes dans les chroniques médiévales. Formation culturelle et exigences sociales avant la lettre », *Transylvanian Review*, vol. XXI, n° 3, 2012, p. 92-100.
4. Le processus d'intégration nationale par la solidarité de l'élite avec la cause sociale des masses rurales transylvaines a été analysée par David Prodan, *Supplex Libellus Vallachorum. Din istoria formării națiunii române*, nouvelle édition révisée, Bucarest, 1984, p. 219.
 5. Pour les solidarités ethniques et corporatives en Transylvanie pré-moderne, voir Florian Dumitru Soporan, « Perspectives ethniques et stratégies sociales en Transylvanie : seconde moitié du XV^e siècle – première moitié du XVI^e », *Transylvanian Review*, vol. XXI, suppl. n° 3, 2012, p. 19-23.
 6. Jean-Paul Bled, *Les fondements du conservatisme autrichien, 1859-1879*, Paris, 1988, p. 34-36.
 7. Voir Jean-Baptiste Duroselle, *Histoire des relations internationales. De 1945 à nos jours*, tome II, Paris, 2009.
 8. Les adeptes de la Grande Allemagne privilégiaient la réunification des États germaniques autour de l'empereur d'Autriche, alors que la faction opposée préférait la continuation de l'intégration autour de la Prusse et de l'union douanière. Pour plus de détails, voir Hugo Hantsch, *Die Geschichte Österreichs*, vol. II, Graz, 1951, p. 183 sq.
 9. En ce qui concerne la propagande patriotique médiévale en Europe centrale et de l'Est, voir Florian Dumitru Soporan et Liana Lăpădatu, « Conscience ethnique et propagande patriotique dans un espace-frontière : les nations central- et est-européennes face à l'altérité confessionnelle », *Transylvanian Review*, vol. XX, suppl. n° 4, 2011, p. 7-17.
 10. H. C. Barnes, *History of Historical Writing*, Londres, 1936, p. 144 sq.
 11. Pour une analyse plus récente de la dimension culturelle du nationalisme des Slaves du Sud, voir Aleksandar Boškovic, « Yougonostalgia and Yougoslav Cultural Memory : Lexicon of Yu Mythology », *Slavic Review*, vol. 72, n° 1, 2013, p. 54-78.
 12. Larry Wolff, *Inventarea Europei de Est. Harta civilizației în epoca luminilor*, trad., Bucarest, 2000.
 13. Pour plus de détails sur l'impact des réformes joséphines en Transylvanie, voir Fritz Valjavec, *Der Josephinismus. Zur geistigen Entwicklung Österreichs im 18. und 19. Jahrhundert*, Vienne, 1945, p. 94 sq.
 14. Certaines influences des courants de la Réforme catholique tardive, tels que le jansénisme et la gallicanisme, sont visibles non seulement dans les écrits des auteurs de l'École Transylvaine, mais aussi dans les approches de leurs continuateurs romantiques. Pour des détails quant à la symbiose des deux courants en Transylvanie, voir Nicolae Bocșan, « Luminile și pașoptismul », in Ioan-Aurel Pop, Thomas Nägler et Magyari András (dir.), *Istoria Transilvaniei*, vol. III (*de la 1711 până la 1918*), Cluj-Napoca, 2008, p. 119-158.
 15. Pour des données relatives à la spécificité de cette direction des Lumières allemandes, voir Pompiliu Teodor, *Interferențe iluministe europene*, Cluj-Napoca, 1984, p. 24-36.
 16. Adolf Armbruster, *Romanitatea românilor. Istoria unei idei*, 2^e édition, révisée et augmentée, Bucarest, 1993, p. 84-96.

17. Les historiens et les essayistes roumains ont longuement débattu l'évolution de l'idée de la latinité dans les premiers siècles de l'écrit roumain et dans quelle mesure elle a été l'expression d'une conscience identitaire propre des Roumains ou bien une identité retrouvée par l'intermédiaire des études humanistes des chroniqueurs et de l'École Transylvaine. Pour des détails, voir Șerban Papacostea, *Geneza statului în Evul Mediu românesc. Studii critice*, édition augmentée, Bucarest, 1999, p. 23-27.
18. En ce qui concerne les thèmes qui composent la nouvelle image des Roumains et ses stéréotypes, voir Sorin Mitu, « Aspecte ale imaginii de sine la români ardeleni. 1800-1850 – dimensiunea negativă », in Sorin Mitu et Florin Gogâltan (dir.), *Specific regional și deschidere europeană*, Cluj-Napoca, 1994, p. 31 sq.
19. Pour l'atmosphère idéologique de la période pendant laquelle ont été rédigés les premiers Mémoires de la nation roumaine, voir Prodan, *Supplex Libellus Vallachorum*, *op. cit.*, p. 231-240.
20. Un projet roumain qui ne s'est pas concrétisé a été la réunification des deux Églises roumaines pendant les premières années du XIX^e siècle. Voir Nicolae Bocșan, « Biserică și stat la români », in *Istoria Transilvaniei*, vol. III, *op. cit.*, p. 95-104.
21. Voir les considérations de Sorin Mitu sur ce thème in « Aspecte ale imaginii de sine la românii ardeleni », *op. cit.*, p. 23.
22. Ladislau Gyémánt, *Mișcarea națională a românilor din Transilvania între anii 1790 și 1848*, Bucarest, 1986, p. 42-47.
23. Les prisonniers français présents en Transylvanie ont joué un rôle important dans la diffusion des thèses sur la nation. Voir Ladislau Gyémánt, « Epoca renașterii naționale », in *Istoria Transilvaniei*, vol. III, *op. cit.*, p. 259-303.
24. Au sujet des travaux de la Diète de 1831-1833, voir les considérations de Ladislau Gyémánt, *Mișcarea națională a românilor din Transilvania*, *op. cit.*, p. 64 sq.
25. Florian Dumitru Soporan, *Naștirea medievală în Europa Centrală și de Est, secolele XIII-XVI*, Cluj-Napoca, 2008, p. 154.
26. Vasili Osipovich Kliuchevski, *A history of Russia*, vol. IV, New York-Londres, 1911, p. 264-269.
27. Alfred Rambaud, *Histoire de la Russie*, Paris, 1918, p. 226 sq.
28. Vasile Sturdza figure parmi les auteurs qui ont soutenu de telles opinions ; il est l'auteur de plusieurs ouvrages à caractère scientifique et philosophique et a été impliqué dans des controverses avec le baron Joseph de Maistre, l'idéologue de la restauration morale de l'Occident par le retour à la tradition catholique. Voir Alexandru Zub, *Mihail Kogălniceanu istoric*, Iași, 1974, p. 53 sq.
29. Hugh Seton-Watson, *The Russian Empire 1801-1917*, New York, 1967, p. 96.
30. Pour une analyse récente de l'atmosphère culturelle en Russie pendant la première moitié du XIX^e siècle, voir Yuri Corrigan, « Amnesia and Externalized Personality in Early Dostoevsky », *Slavic Review*, vol. 72, n° 1, 2013, p. 75-78.

Abstract

Medieval and Modern Nationalism in Central-Eastern Europe:
Romanian and Russian Representations of Identity

The period between the French Revolution and the first pan-European revolution of 1848–1849 foreshadowed the whole series of political, social-economic, and spiritual changes that shaped the profile of modern Europe as a pluralist reality, dominated by nation-states governed on the basis of a legitimacy rooted in a political transfiguration of the nationality principle. The driving force behind the challenges to the institutional infrastructure of the regimes restored in the wake of the Congress of Vienna—also aimed at the whole range of economic policies and at the social exclusivism that prevented the development of exchanges—was the modern nation, the community that came to continue the medieval ethnic solidarity and complete it with new ethnic, political and civic dimensions. If over the long term the society's readiness to manage public affairs led to the emergence of representative regimes and to economic liberalization, the dissemination of the identity discourse shaped by the national elites of Central Europe triggered disputes that eventually caused the two world wars of the 20th century.

Keywords

nation, elites, identity discourse, Romanians, Russians, Orthodoxy, autocracy